

1030, rue Beaubien Est
Bureau 103
Montréal, Québec
H2S 1T4
514 380-8916
secretariat@irec.net
www.irec.net

Allocution de Robert Laplante

Indépendance énergétique et reconversion industrielle

30 novembre 2010

Lors du 29^e Congrès statutaire de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) qui s'est tenu au Palais des Congrès de Montréal du 29 novembre au 3 décembre 2010, le directeur général de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC), Robert Laplante a prononcé une allocution sur les grands défis industriels que peut relever le Québec du 21^e siècle. Voici le verbatim.

Monsieur le président,

Chers congressistes,

Je suis heureux et honoré d'être là. Tout d'abord pour partager avec vous le même sentiment qu'il y a des choses qui doivent bouger au Québec et que les forces syndicales sont essentielles pour que cela arrive. C'est aussi pour moi une occasion de vous remercier parce que la FTQ et ses syndicats affiliés sont des partenaires de l'IRÉC. C'est une confiance à laquelle nous sommes sensibles et je peux vous assurer qu'il est aussi bien dans mon éthique personnelle que dans notre code d'honneur de travailler d'arrache-pied pour mériter cette confiance-là que vous nous faites.

Et cette confiance je voudrais la renouveler ce matin, en vous dressant, à grand trait, les éléments d'un programme de travail sur lesquels nous avançons à grands pas et qui nous ouvrent des perspectives, nous semble-t-il, assez enthousiasmantes. Des perspectives qui dressent pour le Québec tout entier de grands défis industriels. Des défis qui, non seulement sont prometteurs, mais qui peuvent littéralement, en quelques années, nous permettre de propulser le Québec dans le peloton de tête des sociétés qui sauront bien relever les défis du 21^e siècle.

Ces grands projets, ces grandes possibilités ce n'est pas du jovialisme, ce n'est pas de l'optimisme bon marché. Il ne s'agit pas de mettre des lunettes roses, mais en même temps il faut refuser de se laisser distraire par l'actuel climat de morosité et refuser les boniments des vendeurs d'épouvantails. La société québécoise n'est pas un obstacle pour elle-même. Notre modèle de développement, nos acquis historiques ne sont pas des freins, ce sont des assises, ce sont des points d'appui.

Bien sûr, tout n'est pas parfait, bien sûr, il y a des choses à modifier, mais il faut prendre garde de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain, comme disent les Anglais, et bien réaliser qu'il y a des gens qui ont avantage à noircir le portrait. Et reconnaître aussi que ceux-là, qui s'en donnent à cœur joie depuis déjà trop longtemps, ont une efficacité certaine. Ils ont un certain succès auprès d'un trop grand nombre d'entre nous qui a fini par douter d'eux-mêmes, par douter de leurs propres capacités. Ceux qui noircissent le portrait nous finirons bien par les tasser du chemin. Les autres, nous allons les convaincre en dressant des projets mobilisateurs. Ces projets, nous allons les façonner en regardant en face quels sont nos problèmes et en renouvelant notre volonté de les régler et de les régler à notre plus grand avantage.

Au cours des dernières années, notre structure industrielle a été très rudement mise à l'épreuve, vous le savez mieux que moi. La concurrence des pays émergents, la délocalisation des entreprises, la multiplication de crises sectorielles graves comme celle qu'on connaît dans la forêt comme celle qu'on a connue dans l'automobile, comme celle qu'on connaît encore dans le secteur des raffine-

ries, tous ces problèmes ont affecté très durement des catégories entières de travailleurs et de travailleuses, ont déstabilisé des secteurs industriels entiers et rétréci les perspectives.

Nous connaissons - et c'est devenu presque une ritournelle -, nous connaissons les problèmes de productivité, nous savons sait que pour en sortir il faut améliorer la formation. Nous savons que pour régler à long germe il faut innover, mais nous ne tenons pas suffisamment compte d'une donnée clé qui est essentielle pour affronter l'avenir, c'est la base énergétique. Si le Québec ne change pas sa base énergétique, il va être encore plus durement mis à l'épreuve. Mais nous avons un immense avantage pour faire face aux problèmes de la rareté et de la hausse du prix du pétrole : nous disposons d'énormes quantités de ressources énergétiques renouvelables. Malheureusement, ce très fort potentiel, nous ne le connaissons pas bien, nous en avons une perception boiteuse et surtout, surtout, nous avons tendance à le voir avec les yeux de ceux qui le convoitent parce qu'à l'échelle planétaire les ressources naturelles, et particulièrement les ressources énergétiques, font l'objet d'un véritable assaut.

Partout sur la terre, les économies sont à la recherche de ressources naturelles abondantes et les puissances qui émergent dans le tiers monde en particulier sont celles qui créent la pression la plus forte, et sur les prix et sur le contrôle. C'est facile à comprendre : leur décollage industriel, leur croissance économique reposent essentiellement sur leur capacité de s'assurer des approvisionnements pour les ressources stratégiques. Nous sommes dans la position à la fois très confortable et très périlleuse de posséder un immense trésor de ressources naturelles. Il y a donc beaucoup de gens qui reluquent notre patrimoine. Ce patrimoine, nous avons une chance exceptionnelle, il est en grande partie collectif. Les ressources naturelles appartiennent à l'État du Québec, en conséquence, ils nous appartiennent à tous et c'est sur elles que nous pouvons prendre appui pour donner un élan déterminant à notre relance économique.

On a beaucoup fait état, ces dernières années, de la situation difficile des finances publiques. À entendre certains prophètes de malheur, le Québec n'aurait plus les moyens de son développement. Le problème, ce serait que nous dépensons trop, que nous nous offrons trop de services. On ne parle pas des revenus auxquels, délibérément, les gouvernements successifs de Jean Charest ont renoncé. On appauvrit l'État pour mieux dire ensuite que nous n'avons plus les moyens. Le gouvernement libéral a réduit les impôts, déstabilisé la base fiscale de notre société et surtout il a fait une véritable religion de son refus de considérer les moyens d'accroître les revenus de l'État par la fiscalité. Ce gouvernement s'entête à privilégier les solutions les plus régressives, celles qui passent par des hausses de tarifs et par le moyen le plus inéquitable de tous, la contribution santé infligée à tout le monde, peu importent les niveaux de revenus. Pourtant, un grand pan du débat est resté dans l'ombre, celui de la possibilité d'accroître les revenus de l'État par des hausses substantielles du niveau des redevances sur les ressources naturelles. Il est malsain que nous fassions un débat public sur la fiscalité et sur le budget du Québec sans ouvrir cette question des ressources naturelles et des redevances que nous pouvons en tirer. Parce que c'est une source importante de revenus pour l'État, une source que nous négligeons, nous vendons à vil le prix des ressources convoitées et en faisant cette vente de feu, nous réduisons non seulement la capacité d'action de l'État mais aussi la capacité compétitive de notre économie.

Le rôle déstructurant du pétrole

Nous avons un virage à faire et il est urgent. Il est urgent parce que, vous le savez, vous allez aux pompes à essence, l'ère du pétrole bon marché c'est terminé. À l'échelle mondiale, la hausse est structurelle. On prévoit d'ici une vingtaine d'années une hausse d'environ 20 % de la demande et parce que ce pétrole sera convoité, tout le monde s'entend pour dire qu'une pression à la hausse sur les prix va se maintenir et même s'accroître. Il y a un débat entre les experts concernant l'ampleur de cette hausse, mais les hypothèses les plus conservatrices disent qu'on va passer de 87 \$ le baril, ce qui est le prix actuellement, à quelque chose comme 115 \$ - 120 \$ le baril.

Une telle hausse est un facteur de déstabilisation de la base industrielle. Si nous laissons le prix de l'énergie monter, et l'on ne voit pas très bien ce que nous nous pourrions faire, ici, pour empêcher une tendance mondiale, si nous laissons faire, si nous regardons passer ces phénomènes,

nous allons très durement payer le prix sous forme de fermetures d'usine, de pertes d'emplois et de réduction de la capacité concurrentielle

En fait, le pétrole a d'ores et déjà commencé à tirer le Québec vers le bas. Nos importations en hydrocarbure plombent la balance commerciale du Québec de façon spectaculaire. Les importations de pétrole entre 2000 et 2008 nous ont coûté en moyenne 14 milliards \$, dont la moitié pour le seul secteur du transport. En 2008, nous étions rendus à 17 milliards de dollars qui sortent de notre économie pour faire tourner la production. Il y a eu une légère baisse en 2009, mais c'est attribuable à la crise économique essentiellement, c'est temporaire. De fait, les importations de carburants fossiles plombent notre bilan commercial.

Le déficit de la balance commerciale du Québec progresse au même rythme qu'augmente le prix du pétrole. C'est donc dire que nous sommes d'ores et déjà dans une spirale descendante qui va, à terme, poser le coût de l'énergie comme un facteur aussi important, peut-être même plus important, que les gains de productivité eux-mêmes. On comprend que, pour assurer notre croissance économique, il faudra maîtriser ce facteur. Comme nous ne produisons pas d'énergie fossile, il faudra trouver autre chose ou accepter que ces hausses de prix nous obligent à réduire les ressources que nous devrions consacrer à la santé, aux services publics, etc. Nous sommes dans un carcan et il est important d'en sortir.

Bien saisir la nature de notre potentiel

Et pour en sortir, nous avons à notre disposition d'immenses possibilités. Nous ne saisissons pas bien la nature de notre potentiel sur les énergies renouvelables. C'est un potentiel fabuleux, véritablement fabuleux. Actuellement, l'énergie consommée au Québec est à 50 % d'origine renouvelable. Nous consommons 38 % de notre énergie en hydroélectricité, lesquels s'est ajouté un 10-11 % d'énergie provenant de la biomasse. Au total, nous avons la moitié du chemin de fait pour nous affranchir du pétrole! Il n'y a pas ou très peu de sociétés dans le monde qui jouisse d'une position aussi avantageuse. Nous avons un avantage énorme de pouvoir partir avec une longueur d'avance. Il serait ridicule de ne pas miser là-dessus et il serait très antiéconomique de laisser les énergies renouvelables en jachère, de laisser ce secteur sous-exploité, alors que c'est une voie de sortie extrêmement importante.

Bien sûr, on ne remplacera pas le pétrole instantanément. Il est essentiel que nous conservions le contrôle pendant la période de transition. Et cette période de transition elle pourrait être très courte. Certains auteurs parlent d'une quinzaine d'années, à peine.

Conserver le contrôle ça veut dire notamment avoir une réflexion stratégique sur l'approvisionnement, et, de ce point de vue là, on comprendra que les travailleurs des raffineries et en particulier celles de Shell tiennent quelque chose de solide dans les mains. Le Québec doit protéger ses arrières et s'assurer des réserves et une capacité de raffinage, pour se protéger, pour assurer sa sécurité énergétique, en tout temps, en particulier pour la période de transition. Nous devons nous assurer que nous ne nous ferons pas bardasser par les événements. Même chose pour le gaz de schiste : on ne peut pas laisser une ressource comme celle-là dans les mains des cow-boys. Il faut rappeler que c'est Hydro-Québec qui a cédé des droits d'exploration. Il faudra d'abord faire la lumière là-dessus : les dirigeants de cette société ont décidé d'aliéner notre patrimoine national, sans débat public. Il faut réfléchir, il faut voir s'il n'y a pas lieu d'abord de récupérer ce qui a été cédé en catimini. Il faut ensuite se demander si l'on doit l'exploiter et, si cela doit l'être, s'assurer que cela soit fait avec intelligence et dans l'intérêt de tous les Québécois et des toutes les Québécoises.

Pour bien réfléchir, il faudra placer cette hypothèse dans l'éventail des choix alternatifs qui s'offrent à nous. Nous avons plusieurs autres options. Malheureusement, nous n'en avons pas une claire conscience et c'est grave parce que cela nous amène à sous-estimer un immense, un gigantesque potentiel.

Tout d'abord évidemment, il faut redécouvrir le potentiel stratégique de notre puissance hydroélectrique. Nous sommes fiers d'Hydro Québec, c'est une institution clé qui a changé la face de notre histoire économique et qui a été pendant longtemps le navire amiral de notre économie. Même si depuis quelques années, nous sommes moins sûrs de la détermination de certains de ses

dirigeants, cela reste encore notre principal outil de développement économique. L'hydroélectricité doit être la pierre d'assise d'une stratégie d'indépendance énergétique par les énergies renouvelables. Le secteur est à maturité, avec la réalisation des immobilisations de la Basse Côte, le potentiel sera atteint. Il faudra cependant revoir la stratégie d'exploitation et de mise en valeur. Les derniers contrats signés avec le Vermont vendent l'électricité à un coût inférieur au coût de revient de l'électricité des nouveaux barrages. Nous subventionnons la consommation américaine! On comprend mal que des primes soient distribuées aux excellents gestionnaires! Cela ne peut pas durer. Il faudra revoir de fond en comble la stratégie qui mise sur l'exportation alors qu'il serait plus avantageux de se servir de cette énergie comme énergie de remplacement des hydrocarbures. Il est absurde de perdre de l'argent à exporter des mégawatts et à faire sortir de l'argent pour importer du pétrole.

On devra revoir l'ensemble de notre portefeuille énergétique. Des trésors dorment là. Il y a des limites à nous représenter comme des pauvres en difficultés, incapables de faire vivre le gouvernement de la province. Passons rapidement en revue les principales ressources que nous sous-estimons. Même brossé à gros trait, vous allez voir que le potentiel est saisissant.

L'éolien

Tout d'abord l'éolien, dont nous avons fait un beau gâchis. Nous avons laissé gâcher le dossier avec une gestion absolument bancal des appels d'offres. Et ce gâchis fait écran. Le dossier est tellement mal ficelé que nous avons l'impression que l'éolien n'est qu'un paquet de problèmes. Les Québécois et les Québécoises pendant ce temps-là oublient que le plus grand gisement éolien d'Amérique du Nord il est ici! C'est même le deuxième meilleur au monde! Et le meilleur segment de ce grand gisement n'est pas exploité! Il est situé dans le Moyen Nord. On n'aurait pas voulu faire exprès que ce ne serait pas arrivé mieux. Il est près des lignes de haute transmission, pas très loin des grands réservoirs, c'est-à-dire au meilleur endroit pour assurer une complémentarité entre l'hydraulique et l'éolien. Mieux encore, ce potentiel est à son point le plus élevé en hiver, au moment où nos besoins sont les plus grands. On croit rêver.

Le grand potentiel éolien du Québec, c'est 100 fois la puissance installée d'Hydro Québec! 100 fois! C'est gigantesque! Alors, on comprendra que cela tient du scandale et de la bêtise que de laisser dormir une ressource pareille au moment où le pétrole est sur une courbe ascendante. C'est d'autant plus absurde que le gouvernement du Québec a trouvé le moyen de créer des conditions d'exploitation minables, laissant des miettes aux communautés qui se chamaillent pour les ramasser. En plus, il a entravé l'exploitation par des Québécoises et des Québécois eux-mêmes, allant jusqu'à interdire à Hydro de soumissionner dans quelques appels d'offres, et en plafonnant à 5 % la part de l'éolien dans le portefeuille énergétique du Québec. Au lieu de développer nous-mêmes, au lieu de conforter le rôle d'Hydro-Québec, nous avons fait de notre navire amiral un petit radeau ballotté par des concurrents que nous payons pour qu'ils apprennent puisque certains des grands gagnants des appels d'offres n'avaient aucune expérience de l'éolien. Il y a des limites à s'autoflageller et tout mettre en œuvre pour s'annuler.

Pour bien comprendre le potentiel du développement éolien, il faut savoir que son effet sur l'emploi se produit d'abord dans les usines. Contrairement aux barrages où l'essentiel des emplois se trouve dans la construction, dans ce domaine, c'est après que les éoliennes sont installées que l'effet économique est le plus structurant. Il faut produire les pièces de construction, les pièces de remplacement, maintenir des équipes d'inspection et d'entretien, soutenir des équipes de recherche et développement, etc. Il y a des milliers et des milliers d'emplois pour les régions, pour les ouvriers, pour les ingénieurs, pour les techniciens du Québec dans ce magnifique potentiel éolien.

La technologie est mature, elle est en expansion partout dans le monde et nous, ici, nous payons pour laisser les autres apprendre sur la bête. Et en plus, nous limitons l'exploitation, nous entravons le développement d'Hydro-Québec. Il y a quelque chose de ridicule là-dedans. C'est inadmissible. Nous sommes en train de laisser ce gouvernement faire de nous des brasseurs de vents, version moderne des porteurs d'eau!

La bio-masse

Le potentiel de la biomasse est tout aussi gigantesque, la forêt boréale est une des plus riches forêts du monde. Évidemment, il y a tout le potentiel du côté du bois de transformation. Nous avons là énormément de chemin à parcourir et il est important que des coalitions comme celle du bois voient le jour parce que c'est porteur pour le développement industriel. Mais pour le développement énergétique, il y a en biomasse un potentiel qui est très nettement sous-estimé même si déjà nous avons réussi au cours des dernières années à occuper 10 % du portefeuille énergétique en biomasse.

C'est très important la biomasse forestière parce que son rendement énergétique est deux fois plus grand que celui des sables bitumineux. Il y a quand même une limite à toujours se voir comme des impuissants. C'est énorme ce potentiel-là. Et c'est inacceptable de le laisser sous-exploiter pendant que la crise forestière continue de faire des milliers des victimes et de déstabiliser des régions entières. Il y a un peu partout dans le monde des projets qui transforment les usines de pâtes et papiers en bioraffineries. Le potentiel d'utilisation des biocombustibles pour remplacer le mazout lourd est immense et il est à notre portée : les technologies sont matures, les produits permettent d'améliorer l'empreinte carbone, de réduire les importations. Et pendant ce temps-là, on laisse les populations défiler dans les rues pour réclamer des emplois dans le secteur. Il faut le développer et c'est faisable. Pour être capable d'y arriver, il suffit d'une politique et d'une intention gouvernementales. La forêt nous appartient.

L'énergie solaire

Cela n'apparaît pas évident, mais le solaire, c'est une ressource nordique! C'est dans les régions nordiques que se trouve le maximum de potentiel. Imaginez, les spécialistes estiment que si on avait une superficie équivalente à 1 % du territoire, réparti de n'importe quelle manière sur le territoire, on aurait deux fois le potentiel installé d'Hydro Québec! C'est gigantesque.

La géothermie

La géothermie, c'est le grand négligé de nos secteurs énergétiques. Son potentiel est insoupçonné, mal connu. Et pourtant, il y a là des ressources qui sont utilisées par des économies comparables à la nôtre et qui se développent à vitesse grand V.

L'agriculture

Enfin, il ne faut pas oublier que l'agriculture peut être un secteur énergétique intéressant. Il y a une énorme possibilité avec les plantations énergétiques, j'y reviendrai tantôt. Pour tout de suite, il faut néanmoins prendre la peine de dire que ce potentiel peut et doit être développé sans nuire à la production alimentaire. Le Québec a choisi de ne plus développer d'éthanol-maïs pour éviter que cela ne nuise davantage à la production alimentaire et c'est un bon choix. Mais il reste un potentiel agricole qu'il faut mettre en valeur

En résumé

C'est un trop bref survol, il y aurait encore beaucoup à dire. Je voudrais simplement ici vous faire réaliser que plusieurs choix s'offrent à nous, que nous avons des moyens fabuleux. Nous pouvons, sur l'ensemble des énergies renouvelables, compter sur plusieurs combinaisons, nous avons la possibilité de nous affranchir du pétrole et de convertir en emplois, en prospérité et en restauration de l'environnement les milliards de dollars que nous laissons sortir du Québec chaque année. Et tout cela, sans compter le potentiel que nous pouvons accroître par l'efficacité énergétique, par les négawatts comme le disent les spécialistes. Une politique d'efficacité énergétique digne de ce nom aurait un immense impact sur l'emploi, sur le budget des ménages et, on le dit moins souvent, sur la compétitivité des entreprises. C'est peu connu, mais l'essentiel des gains en efficacité énergétique, c'est dans le secteur industriel qu'on peut les réaliser. Et dire que le gouvernement vient d'annoncer l'abolition de l'Agence d'efficacité énergétique... On s'en va à l'envers. On vire de bord au moment où c'est en train de devenir le plus important.

Ce portefeuille énergétique est à notre disposition, il faut le gérer avec détermination et intelligence. Il faut s'assurer qu'on va le développer en fonction des besoins énergétiques, qui sont les nôtres. Il faut aller le chercher là où il se trouve et l'exploiter en fonction des objectifs de société qui sont les nôtres. Nous pouvons combiner ces ressources-là de manière à nous assurer une meilleure occupation du territoire, une meilleure distribution de l'emploi sur les plans régional et local, de façon à améliorer la qualité de l'air, à nous donner la qualité des eaux que nous souhaitons. Nous pouvons, avec une politique intégrée de développement des énergies renouvelables, compenser le 50 % du chemin qui nous reste à accomplir et s'en faire une occasion de prospérité exceptionnelle.

Par où commencer?

Pour être capable de faire ça, il va d'abord falloir que nous sachions par où commencer. Et cela tombe bien, il faut commencer par le commencement !... et revoir la mission d'Hydro Québec. Hydro c'est notre navire amiral, c'est notre meilleur instrument pour changer la base énergétique du Québec. C'est par Hydro que nous serons capables de développer la substitution des énergies fossiles et d'induire les changements requis dans notre base industrielle. Mais pour cela, il va falloir qu'Hydro redevienne Hydro Québec, que l'on cesse d'attendre d'Hydro Québec qu'il se comporte en courtier en énergie ou encore en instrument fiscal détourné en utilisant les hausses de tarification pour permettre au gouvernement de ne pas hausser les impôts.

Historiquement, Hydro-Québec a eu comme mission de fournir aux Québécois et aux Québécoises de l'électricité à bon prix et d'être un instrument de développement économique et il doit le redevenir. En fait, il faut redonner à Hydro Québec les moyens de son développement. On a fixé maintenant à 75 % du dividende le retour au gouvernement, ce qui laisse peu d'argent pour faire face aux défis technologiques et à l'innovation et, bien sûr, cela crée une énorme pression sur les conditions de travail à l'interne – cela devient le principal endroit où les dépenses peuvent être rapidement comprimées. Nous ne pouvons tolérer plus longtemps de laisser diminuer le potentiel d'Hydro Québec. Il faut relancer ses fonctions de recherche d'une manière beaucoup plus énergique. Il faut aussi être extrêmement vigilant pour garder le contrôle des découvertes qui s'y réalisent – en particulier dans le domaine des batteries, les requins tournent déjà autour.

Sur le plan de l'économie globale, il faut, et nous en avons la possibilité, combiner une politique énergétique avec une politique industrielle. C'est l'État qui peut faire ça : nous avons dans les mains la propriété des ressources et nous pouvons avoir les idées pour le faire. Il va falloir leur souffler quelques suggestions à ces gestionnaires méritants (sic) aussi bien qu'aux politiciens trop frileux...

Deux grandes avenues

Comment le faire? Par où est-ce que nous pouvons commencer? Cela peut, cela doit se faire immédiatement. Chaque jour qui passe, nous gaspillons des fortunes. Il y a deux grandes avenues, la biomasse et le transport.

a) La biomasse

Dans le domaine de la biomasse, tout d'abord, nous pouvons doubler à court terme. À court terme, cela peut prendre cinq à dix ans, ce n'est rien dans l'histoire économique d'un pays. Il y a deux filières majeures qui sont à notre portée et qui pourraient constituer des voies de sortie pour la crise forestière. La première c'est celle du biocombustible dur, la granulation et les copeaux. Les copeaux, nous les utilisons déjà de manière importante dans certaines usines et dans certains équipements publics. Les granules qu'on peut faire à partir des résidus, et particulièrement le bran de scie, c'est un substitut très concurrentiel du mazout lourd. Nous pouvons remplacer le mazout qu'on importe par le bran de scie que produisent les usines du Québec. Sa performance environnementale est meilleure en matière de propreté que celle du mazout lourd.

Actuellement, nous laissons dormir ce potentiel-là. Il y a quelques usines au Québec dont l'essentiel de la production est exporté aux États-Unis. Alors qu'au Canada tout entier, si on prend la statistique globale, toute la production soit 95 % est exportée vers l'Europe à des fins industrielles.

On utilise le granule de bois pour remplacer le charbon dans les centrales électriques au charbon et dans les usines. Il y a même des alumineries, et Dieu sait si c'est énergivore, qui fonctionnent aux granules de bois. Nous avons là un énorme potentiel qu'il est aisé de mettre en œuvre. Il suffit pour cela de lui donner les impulsions premières, et ces impulsions premières, ce sont les équipements et les marchés publics qui peuvent les donner. On peut faire chauffer, et il s'agirait d'une décision gouvernementale, des hôpitaux, des CLSC, des CHSLD, etc. aux biocarburants. Nous pourrions choisir de faire fonctionner les institutions publiques soit à la biénergie, soit au bois et nous avons là des milliers d'emplois que nous aurions pu immédiatement offrir aux travailleurs forestiers qui sont restés sur le carreau et qui ne voient pas l'heure de sortir du pétrin.

Même chose du côté des biocarburants liquides. Partout dans le monde, une des voies de reconversion des usines papetières qui ferment, c'est de les transformer en bio raffinerie pour l'éthanol cellulosique. Pour produire des carburants qui nous permettent encore une fois de remplacer, en divers pourcentages, les hydrocarbures fossiles. On peut aussi envisager d'aller plus loin, en transformant les déchets urbains organiques en ressources gazières, en développant le bioraffinage. Quelques annonces ont été faites, mais c'est loin d'être un saut audacieux, c'est à peine si nous atteignons les objectifs que nous nous étions fixés il y a quinze ans. Il y en a pour se satisfaire de peu et pour voir de l'audace là où il n'y a que rattrapage.

Il y a toute une gamme de produits que nous pouvons développer dans ce qu'on appelle la xilochimie qui repose sur l'utilisation des molécules présentes dans le bois pour faire de la cellulose. Il y a toute une batterie de produits très spécifiques que nous pouvons développer, des bioplastiques, des matériaux d'emballage, etc. Or, imaginez-vous, là aussi, le Québec est béni par la nature. Une des fibres qui a les meilleures propriétés, pour la xilochimie, c'est celle de l'épinette noire. Si vous avez déjà fait une marche en forêt en regardant autour de vous en Abitibi, au Lac-St-Jean ou sur la Côte-Nord, vous voyez bien dans quelle abondance nous nous trouvons du point de vue du potentiel forestier du Québec. C'est extraordinaire.

Voilà des années que ça parlote, que ça zigonne dans le domaine agricole en ce qui concerne le développement des plantations énergétiques. Pendant ce temps-là les agriculteurs étouffent et une ferme par jour disparaît. Il y a à peu près 16 à 18 plantes que les agriculteurs peuvent cultiver et qui peuvent être utiles pour faire des granules, de l'éthanol et dont les résidus sont compostables. La recherche dans ce domaine évolue ici à pas de tortue. Quant au développement pour les plantes et les techniques déjà bien connues, il se laisse attendre. Pendant ce temps, un peu partout dans le monde, ces plantations se développent à la vitesse grand V. On traîne de la patte et on laisse s'anémier l'agriculture et se dévitaliser des milieux complets en régions.

Il y a au Québec 300 000 hectares de terre en friche que nous pourrions reconvertir en plantations énergétiques. Et ces plantations permettraient de remplacer neuf millions de barils de pétrole par année. C'est un instrument formidable pour revitaliser les villages mal en point, pour mieux occuper le territoire et encore une fois, pour recycler dans l'économie du Québec les sommes faramineuses que nous sortons en pure perte. Il y a là des emplois pour les gens de chez nous. Ce sont des compétences que nous pouvons développer et ce sont même, éventuellement, des marchés d'exportations que nous pourrions exploiter, nous pourrions vendre les produits aussi bien que l'expertise. Nous avons dans ces domaines des chercheurs de très haut calibre qui pourraient donner une impulsion majeure au développement des universités et de la recherche. Il y a là des perspectives d'avenir riches et structurantes, à tous égards.

Par exemple, dans la Matapédia, où on a commencé à utiliser la biomasse, commence à se former un véritable foyer d'innovation industrielle. C'est encore petit et modeste, on en convient. Mais cela pourrait croître rapidement si on s'y mettait. Dans la municipalité d'Amqui, la première retombée du choix de développer le chauffage par biocombustible a été de provoquer une percée industrielle : on y a mis au point une nouvelle chaudière qui pourra servir au chauffage local, mais qu'on pourra vendre ailleurs, faisant ainsi d'une pierre deux coups. On réduit la facture énergétique et en même temps on crée un secteur industriel qui se développe. Dans toute la vallée, cette année, on compte onze projets dans le domaine de la transformation des chaudières. C'est fantastique, mais cela, nous pourrions le faire à des centaines, voire des milliers d'exemplaires, uniquement en

décidant de faire servir notre politique énergétique au développement de la filière industrielle en utilisant l'argent que nous versons déjà. Il ne s'agit même pas de mettre de l'argent neuf; il s'agit de le canaliser autrement, avec plus d'intelligence et de concevoir notre capacité de captage des valeurs produites par ce circuit économique.

b) Le transport

Cela m'amène à un projet qui nous tient particulièrement à cœur, dans le secteur le plus prometteur, c'est celui du transport. La biomasse, c'est la voie de sortie pour les économies des régions, c'est la voie de sortie pour tout le secteur forestier, mais l'électrification du transport collectif est un rendez-vous que le Québec ne peut pas rater.

Au cours des dix dernières années, les foyers québécois ont dépensé, entre 2000 et 2009, trois fois plus d'argent pour le budget essence, dans leur transport privé. Vous comprendrez que le développement des voitures hybrides pourrait être intéressant pour alléger la facture et qu'il pourrait être intéressant pour améliorer notre bilan carbone, améliorer notre empreinte écologique, mais le Québec ne construit pas d'automobiles. L'effet économique net de la substitution des voitures hybrides aux voitures à carburant fossile est relativement limité. Certes, nous pourrions compter sur le développement de notre capacité technologique dans le domaine des batteries, mais même là, en supposant qu'Hydro-Québec ne choisisse pas la voie du développement dépendant, ne se contente des retombées au lieu d'assurer la maîtrise d'œuvre, même-là, l'effet économique resterait relativement modeste.

Il faut plutôt regarder du côté de la production de matériel roulant. Au Québec, là où nous sommes forts, c'est dans la production de matériel de transport collectif. Les Bombardier, Alsthom et toute la myriade de PME qui vivent dans les réseaux de sous-traitance sont une puissance industrielle notable. Or, le transport gruge la moitié de notre facture énergétique. C'est sept milliards de dollars par année que nous sortons uniquement pour le déplacement. Il y a là une occasion exceptionnelle.

Si nous choisissons de faire un véritable investissement dans le transport collectif et de le faire en adoptant la voie de l'électrification, nous pouvons tout de suite mettre en place une véritable structure porteuse. C'est l'hypothèse que nous avons testée, c'est un rapport que vous trouverez sur le site Internet de l'IRÉC, il y a eu quelques fuites dans les journaux déjà et nous allons faire, le 20 janvier prochain, un colloque en entier sur cette grande corvée transport que nous avons imaginée. Écoutez, cela fait des années que les annonces de projets de transport en commun ressemblent à de la pensée magique. On nous annonce qu'on pourra avoir un formidable tramway à Québec. La municipalité achète un cahier complet dans Le Soleil, mais l'échéancier nous l'annonce pour dans 18 ans! On nous annonce qu'on pourra avoir un SLR sur la Rive-Sud, l'échéancier nous le donne dans 15 ans. Le prolongement du métro de Montréal, nous ne le savons plus, les trains de banlieue encore moins. Une chatte n'y retrouverait plus ses petits. Les calendriers s'étirent et chaque fois, nous sommes toujours dans la même logique. C'est comme si ces affaires-là étaient rien que des dépenses. Comme si ce n'était pas des solutions structurantes pour l'économie. Tout le monde reste prisonnier des budgets d'exploitation des sociétés et agences de transport, personne ne situe au niveau des comptes nationaux, là où pourtant il faudrait situer le cadre de décision.

Alors nous, à l'IRÉC, nous avons testé une hypothèse économique. Ce que nous avons fait, nous avons pris la totalité des projets qui traînent dans les cartons des promoteurs soit la STL, l'AMT, la STM, la Société de transport de Québec, etc., et nous nous sommes dit : il se passerait quoi si nous les faisons d'un coup? Si nous considérons ces projets-là, non pas comme de lancinantes lamentations sur les « y faudrait », les « peut-être », les « ce serait intéressant que ».

Qu'est-ce qui se passerait si nous faisons une Baie-James du transport, si nous lançons une vaste opération, un grand projet de développement durable? Alors, nous avons pris les chiffres qui sont les leurs, nous n'avons rien inventé. Nous ne voulions pas entrer dans une bagarre de chiffres. Nous avons simplement fait le total pour réunir ces projets-là. Il y en a huit, plus l'électrification des trains de banlieue. Huit projets, c'est sept milliards de dollars. Cela a l'air d'un gros chiffre, mais cela s'amortit sur 25-30 ans ces projets-là. Et cela créerait 50 000 emplois, dont les deux tiers

des retombées sont dans l'économie du Québec. Pour les évaluer ces retombées, nous avons utilisé la méthode de l'Institut de la statistique du Québec, encore là, nous ne voulions pas nous faire dire qu'on tirait les chiffres de notre côté. C'est clair, une telle opération est à notre portée.

Mais nous ne nous sommes pas arrêtés en si bon chemin, nous nous sommes dit qu'il faut se donner une stratégie industrielle qui va nous permettre de régler une fois pour toutes nos problèmes de transport. Il ne s'agit pas juste de produire de l'équipement, il faut structurer notre espace économique. Cela n'a aucun bon sens, on ne développera pas la Gaspésie avec la 132, c'est un chemin de chantier sur lequel on a tiré de l'asphalte. Il faut absolument équiper le Québec pour le 21^e siècle.

Alors nous avons, et là-dessus, je tiens à remercier les syndicats d'Hydro Québec, Richard Perreault, Réjean Poirier, Charles Fleury et tous leurs confrères qui nous ont donné un sacré bon coup de main pour financer et réaliser cette étude-là, alors nous avons entrepris de penser avec une perspective large. Nous avons demandé au physicien Pierre Langlois de tester l'hypothèse de la construction d'un monorail. C'est une invention québécoise, c'est Pierre Couture, l'inventeur du moteur roue, qui a pensé ce concept. Il s'agit essentiellement d'un monorail bidirectionnel qui s'installe sur les emprises des autoroutes existantes. Nous pourrions même envisager de les installer sous les lignes à haute tension d'Hydro Québec. Techniquement, il y a des possibilités de faire ça. Nous avons donc demandé à Pierre Langlois de faire une première estimation, de calculer combien cela coûterait pour s'équiper convenablement. Nous lui avons demandé également de faire la comparaison avec les coûts qui sont actuellement discutés pour la construction du TGV Québec-Windsor.

Nous voulions en avoir le cœur net. Ce projet de TGV, c'est un hochet idéologique complètement anachronique. Si vous voulez savoir jusqu'à quel point c'est absurde, demandez-vous combien de gens à Québec ont affaire à Windsor en Ontario chaque jour. Poser la question, c'est trouver la réponse. Cela ne structure pas notre économie du tout, parce que les échanges économiques du Québec sont nord-sud, ils ne sont pas est-ouest et depuis l'ALÉNA, cela s'est accru à une vitesse grandissante. Il faut plutôt penser à une solution qui est adaptée aux réalités et aux besoins du Québec.

Nous avons imaginé un tracé pour construire un réseau qui relie Montréal aux huit plus grandes villes du Québec. En rattachant métropole et capitale nationale aux principales capitales régionales ce réseau donnerait vraiment un moyen de véritablement habiter notre territoire. Notre infrastructure de transport est héritée du 19^e siècle et elle a été dessinée pour sortir les matières premières. Elle n'a pas été dessinée pour soutenir le peuplement et accroître la capacité des échanges entre les villes de notre territoire. De plus, ce peuplement est dispersé, la densité de ce peuplement est faible, il faut un réseau adapté. Un TGV serait payé par l'ensemble des contribuables, mais laisserait les régions, isolées, enclavées et, du coup, handicapées pour participer aux échanges économiques.

Pierre Langlois a estimé qu'il en coûterait 12 milliards de dollars pour relier Montréal aux huit plus grandes villes. C'est trois fois moins cher qu'un TGV et cela donne une structuration de l'espace économique comme nous n'en avons jamais eu dans toute notre histoire. La construction d'un tel réseau créerait au-delà de 100 000 emplois et ses retombées seraient plus qu'aux deux tiers dans l'économie du Québec. En outre, ce projet donnerait des retours fiscaux au-delà de trois milliards \$ au gouvernement du Québec. Ce n'est pas une aventure. C'est un gros chiffre 12 milliards \$, mais il faut bien le situer : le programme d'immobilisation du ministère du Transport, pour les prochaines années, c'est 40 milliards \$ et cela ne fera que mettre à niveau le réseau existant. Il faut prendre un grand respire quand on envisage une somme de cette ampleur, ce n'est pas déraisonnable, loin de là. Surtout si l'on considère ce que nous obtiendrons en retour : nous aurons la possibilité de faire Montréal-Rimouski en deux heures et demie. Vous imaginez les gains que ça rapporte. C'est phénoménal. Nous pouvons relier les régions du Québec et leur donner la possibilité de structurer véritablement leur vocation économique en fonction du territoire et des populations qui l'habitent.

Le TGV pour que cela marche bien, pour que cela donne sa pleine performance, cela prend au minimum 500 km entre les deux points d'une destination. S'il fait un arrêt entre les deux, il

perd sa performance technique parce que cela lui prend trop de temps pour accélérer, trop de temps pour décélérer. Dans le cas d'un monorail comme celui-là, la vitesse de pointe est 250 km/heure et il est absolument aux antipodes de la logique de transport par train qui est dépendant de la locomotive. Avec 16 moteurs roues par wagons, chaque wagon est autonome. Cela permet, par exemple, de s'adapter parfaitement aux contraintes d'affluence. Un convoi peut partir de Montréal à huit wagons, il y en a un qui arrête à Drummondville, les sept autres continuent vers l'Est. Il y en a cinq qui arrêtent à Lévis, les autres continuent à Rivière-du-Loup ou à Rimouski. Cela donne une souplesse d'utilisation exceptionnelle. Ces wagons-là peuvent être construits en aluminium dans les entreprises du Québec. Ils peuvent être dessinés, vendus à l'étranger, cela peut être un produit d'exportation. Nous pouvons en faire le point névralgique d'une véritable grappe du transport collectif électrique.

On entend évidemment l'objection qui va vite surgir : des monorails, nous ne connaissons pas ça, il n'y en a jamais eu. D'abord, les plus anciens en usage datent de 1901. Il y en a des monorails à plusieurs endroits dans le monde, mais ils ne sont pas mus par le moteur roue, c'est vrai. Il n'y en a pas sur d'aussi longues distances, c'est vrai. Ce serait une innovation. Ce serait un précédent. C'est un fait. Mais les Québécois et les Québécoises sont capables de le faire. Nous pourrions le faire de la même manière que les lignes de transport 735 000 volts n'existaient pas. Ce n'était pas au point quand on a décidé de faire le développement nordique et Hydro Québec l'a fait. C'est à notre portée. Il s'agit d'oser.

Nous avons les moyens financiers

Il y a là des retombées économiques majeures. Il y a là des orientations de développement qui peuvent être déterminantes pour l'avenir. Et cela nous donne la possibilité de regarder les choses non pas en spectateurs, mais en acteurs du développement. Nous sommes capables de ces initiatives-là. Non seulement nous sommes capables, nous en avons les moyens financiers. Cela peut sembler gros cette grande corvée de transport, 12 milliards \$ pour le réseau national, 7 milliards \$ pour les projets existants, pourtant, c'est une goutte d'eau. Nous serions capables de financer cette opération-là à même les réservoirs d'épargne collective des Québécois et des Québécoises.

Il y a près de 160 milliards de dollars sous gestion à la Caisse de dépôt et placement. Il y a près de 200 milliards \$ dans les caisses de retraite des travailleurs et des travailleuses du Québec. Alors, vous imaginez, nous pourrions très bien concevoir une grande corvée transport qui serait financée par une émission d'obligations spéciales et si nous demandions, - évidemment, avec toutes les garanties requises, avec les normes sur la prise de risque, la rentabilité, etc.- une contribution des caisses de retraite, nous aurions là plus de capital qu'il n'en faut. C'est rentabilisable. Nous pourrions imaginer que les 50 plus grosses caisses de retraite du Québec financent la totalité de cette émission d'obligations en ne mettant qu'une fraction des placements qu'elles font actuellement en grande partie à l'étranger. La Caisse de dépôt et placement, à elle seule, a investi plus de 2,5 milliards \$ dans les aéroports anglais pensant qu'ici nous devons compter sur un réseau de transport bancal. Il faut réaliser que le coût d'un réseau de monorail est moins élevé que la perte de 13 milliards \$ dans les papiers commerciaux adossés aux actifs (PCAA)! Il y a des limites à ne pas se faire confiance et à considérer qu'il vaut mieux prendre des risques à l'étranger que miser sur les moyens de notre avenir. En rapatriant une partie de nos épargnes retraite, nous pourrions sortir du moyen-âge en matière de transport. Nous aurions un système de transport électrique adapté à notre structure de peuplement à la fine pointe de la technologie et qui créerait au moins 150 000 emplois au total de l'opération. C'est à notre portée.

Nous sommes capables

Ce n'est pas une hérésie, c'est véritablement quelque chose que nous pouvons faire. Mais pour se lancer, pour entreprendre, il faut avoir la pleine conscience de notre potentiel. Nous avons d'énormes ressources, ce n'est pas vrai que nous sommes cassés. C'est faux, nous jouons mal nos atouts. Il n'en tient qu'à nous. Nous pouvons véritablement faire lever des solutions pour le 21^e siècle. Il suffit d'avoir l'audace et de faire les choix en fonction de nos intérêts nationaux.

Nous ne pouvons pas d'un côté faire des discours à l'emporte-pièce sur l'importance de l'innovation et nous écraser toutes les fois qu'il n'y a pas eu de précédent. Nous pouvons électrifier le transport. Nous pouvons nous doter d'une infrastructure inédite et surtout nous pouvons nous donner les moyens de faire servir nos besoins au développement d'une prospérité durable pour l'ensemble de nos travailleurs et de nos travailleuses. Nous avons tout ce qu'il faut, nous sommes capables. Nous pouvons le faire en gardant le contrôle sur les moyens de produire une fabuleuse richesse. J'espère vous en avoir convaincus et donné le goût.

Merci beaucoup et bon congrès.